



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 Saint-Etienne

Sainte-Etienne, le 15/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **STTP - EMBALLAGE**

Le Psychier  
B.P.28  
43600 Sainte-Sigolène

Références : UID4243-EAR-22-456  
Code AIOT : 0005600262

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2022 dans l'établissement STTP - EMBALLAGE implanté Le Psychier B.P.28 43600 STE SIGOLENE. L'inspection a été annoncée le 24/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'activité industrielle du site actuel a vocation à être transférée vers un nouveau site sur la même commune et fait actuellement l'objet d'un dossier de demande d'autorisation environnementale en cours d'instruction. L'inspection menée s'est concentrée sur les procédés qui seront transférés vers ce nouveau site, dont notamment l'oxydateur thermique traitant les rejets canalisés en COV et la démarche visant à estimer et maîtriser les rejets diffus en COV. Il convient de rappeler que STTP Emballage a fait l'objet d'une mise en demeure par M. le Préfet de la Haute-Loire le 17/12/2018 de respecter sous 3 mois les valeurs limites d'émission de COV en sortie de l'oxydateur thermique.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STTP - EMBALLAGE
- Le Psychier B.P.28 43600 STE SIGOLENE
- Code AIOT : 0005600262
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

STTP emballage exploite une usine sur la commune de Sainte-Sigolène (43) de fabrication d'emballages plastiques pour l'industrie agro-alimentaire et l'alimentation animale.

Les activités sont classées ICPE principalement au titre des rubriques d'impression sur film plastique, de transformation des polymères et de détention et d'utilisation de solvants.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral référencé D2B1/2006-689 du 15/11/2006 complété par APC (Arrêté préfectoral complémentaire) du 02/09/2009 et du 04/09/2017.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les rejets atmosphériques de l'oxydateur ;
- les rejets diffus de COV ;
- les modalités de maintenance, de suivi en exploitation et de maintien en bon état de marche des équipements critiques pour la maîtrise des rejets gazeux, dont notamment l'oxydateur thermique.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 9.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Entretien et suivi de l'oxydateur thermique et des distillateurs	Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 3.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 3.2.3	/	Sans objet

## **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le bilan de l'inspection est positif concernant la maîtrise des rejets atmosphériques canalisés avec un respect des valeurs limites d'émission au rejet de l'oxydateur thermique. Ce retour à une situation conforme permet de solder la mise en demeure n° BCTE/2018 – 144 du 17 décembre 2018. L'inspecteur a examiné le plan de gestion des solvants de l'exploitant qui permet en outre d'évaluer les rejets diffus en COV de l'installation. La démarche retenue paraît structurée et justifiée. Toutefois, des justificatifs complémentaires sont à transmettre à l'inspection des installations classées concernant notamment la valeur retenue pour la quantité de solvants détruits par l'oxydateur thermique (05), qui est apparue en première approche incohérente avec les valeurs relevées par l'organisme agréé en amont de l'oxydateur pour déterminer son rendement. Enfin, les équipements identifiés comme critiques pour la maîtrise des rejets font l'objet d'une maintenance et d'un suivi en exploitation qui méritent néanmoins d'être mieux cadrés et explicités en application des meilleurs techniques disponibles.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'air COV

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :  
cf. tableau article 3.2.3 :

Article 3.2.3. - Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus de l'installations visée à l'article 3.2.2 doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation.

Paramètre	Concentration instantanée en mg/Nm³	Flux en kg/h
COVNM (en carbone total)	20 (*)	1,5
NOx (en équivalent NO2)	100	
CH4	50	
CO	100	

(\*) cette valeur est portée à 50 mg/Nm³ si le rendement d'épuration de l'oxydateur est supérieur à 98 %.

Le flux annuel des émissions diffuses de COV ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée.

L'utilisation de substances à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61 et halogénées étiquetées R40 est interdite.

Constats :

L'inspection des installations classées (IIC) a consulté le dernier rapport de mesures des rejets atmosphériques de l'installation réalisées par un organisme agréé. L'intervention sur site s'est déroulée le 10 janvier 2022.

Le rapport statue sur des valeurs conformes aux prescriptions de rejets de l'installation (cf. Extrait ci-dessous) :

Composés	Valeurs limites d'émission		Mesures		C / NC
	Concentrations mg/m³	Flux kg/h	Concentrations mg/m³	Flux kg/h	
NOx (éq. NO2)	100	-	0,00	0,000	C
CO	100	-	0,09	0,002	C
COVt éq. C.	-	-	22,3	0,498	-
CH4 éq. C.	50	-	0,00	0,000	C
COVNM (non méthaniques) éq. C	50	1,5	22,3	0,498	C

En outre, le rendement de l'oxydateur thermique durant les prélèvements a été estimé à 98,3 %. La VLE (Valeur limite d'émission) dans ce cas à respecter en concentration est de 50 mg/m³ en équivalent carbone sur gaz sec.

Le rapport indique que les prélèvements ont été effectués dans des conditions habituelles de fonctionnement de l'installation : les 2 imprimeuses étaient en fonctionnement à une cadence nominale.

<p>La vitesse d'éjection des gaz est également apparue conforme aux règles applicables : 12,3 m/s (&gt; 8 m/s).</p> <p>L'IIC considère que la prescription est respectée.</p> <p><b>La mise en demeure n° BCTE/2018 – 144 du 17 décembre 2018 peut donc être considérée comme levée.</b></p>
<p><b>Observations :</b>  APMD (Arrêté préfectoral de mise en demeure) du 17/12/2018 suite à rejets NC (non conformes) en COV en sortie d'oxydateur.</p> <p>Extrait Article 9.2.1. - "<i>Autosurveillance des émissions atmosphériques : Une analyse des rejets de l'oxydateur thermique, portant sur les paramètres visés à l'article 3.2.3 du présent arrêté, est effectuée au minimum une fois par an.</i>"</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Plan de gestion des solvants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 9.2.1				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets diffus COV				
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet				
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan de gestion des solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation, est mis à jour annuellement.</p>				
<p><b>Constats :</b>  Le plan de gestion des solvants (PGS) 2021 mis à jour le 22/02/2022 a été transmis à l'IIC en amont de l'inspection. Cette version est également celle qui a été versée sur l'outil de déclaration des émissions polluantes GEREP.  L'inspection s'est appuyée pour l'examen de ce document sur le guide INERIS du 22 février 2009 et les dispositions de l'AMPG du 3 février 2022 susmentionné.</p> <p>Il a été rappelé à STTP Emballage l'obligation d'établir un PGS complet en application des MTD et l'AMPG du 3 février 2022 (cf. Annexe 4) et compte tenu du transfert d'activité vers un nouveau site d'implantation.</p> <p><u>I1 : quantité de solvants achetés et utilisés</u>  Nature des solvants utilisés : éthanol (C<sub>2</sub>H<sub>6</sub>O) et acétate d'éthyle (C<sub>4</sub>H<sub>8</sub>O<sub>2</sub>).  La quantité I1 est estimée sur la base des produits achetés et de la différence de stock par type de produit : vernis antibuée (VAB), encre hors blanc, encre blanc, solvant pur (cf. Tableau 2021 ci-dessous). Pour les encres, une teneur en extraits secs de 30 % est retenue. Pour le VAB une teneur de 2% est retenue.</p>				
	<b>RECEPTION 2021</b>	<b>STCK 31/12/2020</b>	<b>STCK 31/12/2021</b>	<b>CONSO 2021</b>
VAB	40562	4704	5133	40133
ENCRE HORS BLANC	67975	18364	17182	69157
ENCRE BLANC	117444	5334	3019	119759
SOLVANT	162392	6151	13066	155477
<b>TOTAL ENS</b>	<b>388373</b>	<b>34553</b>	<b>38400</b>	<b>384526</b>

Produit	Tonnage acheté (kg)	Extrait sec	Tonnage de solvant (t)
Solvants purs	155 477	0 %	155 477
Encre blanche	119 759	30 %	83 831
Encre couleur	69 157	30 %	48 410
Antibuée	40 133	2 %	39 330
<b>Total</b>	<b>384 526</b>		<b>327 049</b>

=> Le calcul donne une quantité consommée de l'ordre de 327 t en 2021.

La démarche paraît globalement cohérente et argumentée.

L'IIC a demandé la justification de la teneur en extraits secs retenus pour les encres. La teneur en extrait sec sur une fiche produit pour une encre noire indiquait une valeur de 45 %.

**Demande d'action n° 1 (sous 1 mois) : vérifier et justifier auprès de l'IIC que la teneur en extrait sec retenue pour les encres dans le PGS demeure valide.**

I2 : quantité de solvants récupérée et utilisée sur site

La quantité I2 est évaluée selon la formule  $3,78 \times O6$ . Cette formule a été établie sur la base d'une étude concernant les 2 distillateurs de l'établissement liant le poids de solvants distillés avec les poids de boues générées.

Ces 2 distillateurs servent à recycler les solvants issus des boues de nettoyage des imprimeuses notamment. Le solvant recyclé est notamment utilisé en nettoyage.

**Demande d'action n° 2 (sous 1 mois) : transmettre à l'IIC le rapport de l'étude ayant permis de déterminer la formule de calcul  $I2 = 3,78 \times O6$  et justifier qu'elle demeure pertinente.**

O1 : rejets canalisés à l'atmosphère

Cette quantité est calculée sur la base du rendement de l'oxydateur évalué par l'organisme agréé lors de son contrôle annuel des rejets atmosphériques :  $1,7 \% \times O5$  (cf. ci-dessous).

La valeur ainsi obtenue est de 5174 kg pour 2021. La fiabilité de cette valeur reste dépendante des justifications à apporter concernant l'estimation du flux O5.

O5 : quantité de solvants détruite par l'oxydateur thermique

Le flux O5 est estimé sur la base de production avec un flux moyen par machine qui aboutit à un total de 310 tonnes.

Machine	Laize moyenne (mm)	Vitesse (m/min) moyenne	Taux de couverture moyen	Dépôt (g/m²)	Heures de production	Flux moyen (kg/h)	Flux annuel (t/an)
Comexi FW	841	200	120	3,51	2 692	42,52	114 457
Bobst 20SIX	939	250	120	3,40	3 403	57,47	195 550
<b>Total</b>							<b>310 007</b>

L'IIC a interrogé STTP Emballage sur la cohérence de cette valeur avec les valeurs mesurées par l'organisme agréé en amont de l'oxydateur thermique en vue de déterminer le rendement de ce dernier.

La mesure aboutit à une estimation du flux en amont de l'oxydateur de 29,6 kg/h en équivalent carbone.

Le flux estimé via la formule (cf. Tableau ci-dessus) aboutit à un flux de l'ordre de 100 kg/h en COVT.

Le rapport du poids des masses molaires de carbone avec les masses molaires de l'éthanol et de l'acétate d'éthyle (0,52 et 0,54) ne suffisent pas à expliquer cette différence (facteur de l'ordre 2 pour un facteur supérieur à 3). Le facteur de réponse du FID (détecteur par ionisation de flamme) utilisé dans le cadre de la mesure est indiqué dans le guide INERIS susvisé à 0,65 et 0,63 pour les deux COV utilisés.

Les flux seraient alors comparables :  $29,6 \sim 100 \cdot (0,52 \cdot 0,65)$ . Cette explication demeure toutefois à vérifier et à consolider.

**L'estimation de O5 est primordiale pour la détermination des émissions canalisées O1 et diffuses O4 (cf. Ci-dessous) et vérifier que le pourcentage d'émissions diffuses est conforme à l'arrêté préfectoral d'autorisation, aux dispositions de l'AMPG du 3 février qui seront applicables au futur site et que le flux de COV émis reste conforme à celui évalué dans le cadre de l'étude d'impact du dossier d'autorisation environnementale.**

**Demande d'action n° 3 (sous 1 mois) : justifier auprès de l'IIC les modalités de calcul de O5 en démontrant notamment que les valeurs estimées restent cohérentes avec les résultats des mesures réalisées par l'organisme agréé en amont de l'oxydateur.**

#### O6 : quantité de solvants dans les déchets

Les déchets générés qui contiennent des solvants sont essentiellement les boues liquides et dans une moindre mesure les boues pâteuses.

Pour l'estimation de la teneur en solvants des boues liquides, une analyse a été effectuée en avril 2021 : le résultat indique une teneur en extrait sec de 38% qui constitue l'hypothèse reprise dans le PGS.

Pour les boues pâteuses, la teneur en extraits secs est estimée à 90%.

Le tableau ci-dessous récapitule les données :

Produit	Tonnage évacué	Extrait sec	Tonnage de solvant
Boues liquides	19 106,000	38 %	11 846
Boues sèches	219,000	90 %	21,9000
<b>Total</b>	<b>19 325,000</b>		<b>11 868</b>

Le flux O6 est ainsi estimé à 11 868 kg en 2021. Ce calcul n'appelle pas de commentaire de l'IIC.

#### O4 : émissions diffuses de solvants

Cette valeur est déduite des autres par calcul :

$O4 = I1 - O1 - O5 - O6 = 5680$  kg en 2021 soit environ 1,5 % de la quantité de solvants utilisées ( $I1 + I2 = 400$  t).

**=> Dans ces conditions, la VLE diffuse de l'AP et de l'AMPG du 3 février 2022 sont respectées. Cette conclusion reste toutefois liée à la demande d'action n° 3 concernant le calcul de O5.**

#### **Observations :**

Extrait AP du 15/11/2006 : *"Article 3.2.3. - Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques*

*Le flux annuel des émissions diffuses de COV ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée."*



L'AMPG (Arrêté ministériel de prescriptions générales) du 3 février 2022 déclinant l'application du BREF STS pour la rubrique ICPE 3670, qui sera applicable au nouveau site, indique :

#### 3.11.1.1. Emissions totales de COV

L'exploitant respecte, pour les émissions totales annuelles, la valeur limite d'émission suivante :

Paramètre	Unité	VLE (moyenne annuelle)
Total des émissions de COV calculé d'après le plan de gestion des solvants	kg de COV par kg d'extraits secs utilisés	0,3

En lieu et place des émissions totales annuelles, l'exploitant peut choisir de respecter simultanément les valeurs limites des émissions diffuses et des émissions de COV dans les gaz résiduaux précisés au point 3.11.1.2.

#### 3.11.1.2. Emissions diffuses de COV et émissions de COV dans les gaz résiduaux

Si l'exploitant ne met pas en place les dispositions du 3.11.1.1, il respecte simultanément les valeurs limites suivantes :

– pour les émissions diffuses de COV :

Paramètre	Unité	VLE (moyenne annuelle)
Emissions diffuses de COV calculées d'après le plan de gestion des solvants	Pourcentage (%) des solvants organiques utilisés à l'entrée	12

#### 4. Réduction des incertitudes du plan de gestion des solvants :

Afin de réduire le plus possible l'incertitude des données relatives au plan de gestion des solvants, l'exploitant applique toutes les techniques énumérées ci-dessous :

Technique	Description
a. Détermination et quantification complètes des entrées et sorties de solvants organiques pertinents, y compris l'incertitude associée	Consiste notamment à : <ul style="list-style-type: none"> <li>déterminer et documenter les entrées et sorties de solvants organiques (par exemple, émissions dans les gaz résiduaux, émissions de chaque source d'émission diffuse, solvants organiques rejetés dans les déchets) ;</li> <li>quantifier, sur la base d'éléments factuels, chaque entrée et sortie de solvant organique pertinent, en consignant la méthode utilisée (par exemple, mesurage, calcul à l'aide des facteurs d'émission, estimation fondée sur les paramètres d'exploitation) ;</li> <li>déterminer les principales sources d'incertitude de la quantification susmentionnée, et mettre en œuvre des mesures correctives visant à réduire cette incertitude ;</li> <li>mettre à jour régulièrement les données relatives aux entrées et sorties de solvants organiques.</li> </ul>
b. Mise en œuvre d'un système de suivi des solvants organiques	Un système de suivi des solvants organiques permet de contrôler à la fois les quantités utilisées et les quantités non utilisées de solvants organiques (par exemple, par pesage des quantités non utilisées renvoyées au stockage à partir de la zone d'application).
c. Suivi des modifications susceptibles d'avoir une incidence sur l'incertitude des données relatives au plan de gestion des solvants	Toute modification susceptible d'avoir une incidence sur l'incertitude des données relatives au plan de gestion des solvants est consignée, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>les dysfonctionnements du système de traitement des effluents gazeux : la date et la durée de l'incident sont consignés ;</li> <li>les changements susceptibles d'avoir une incidence sur les débits de gaz et d'air, par exemple le remplacement de ventilateurs, de poulies de transmission, de moteurs ; la date et le type de changement sont consignés.</li> </ul>

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

#### N° 3 : Entretien et suivi de l'oxydateur thermique et des distillateurs

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 3.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traitement des gaz résiduaux

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de



valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

#### **Constats :**

Les équipements identifiés comme critiques dans le cadre du DDAE (dossier de demande d'autorisation environnementale) sont les suivants :

- *"Système de traitement RTO : maintenance et vérification de l'ensemble de l'équipement 1 fois par an par une entreprise spécialisée ;*
- *Détecteur de solvant sur les machines d'impression calibrée tous les 6 mois ;*
- *Distillateur/alambic permettant de recycler les solvants sales en solvants recyclés pour un nouvel usage dans process ;*
- *Zone de lavage, permettant de nettoyer le matériel souillé par l'impression."*

Actuellement, sur le site existant les équipements concernés sont l'oxydateur thermique ainsi que les 2 distillateurs. L'inspection s'est donc concentrée sur ces équipements.

#### Oxydateur thermique :

- programme de maintenance : une société spécialisée intervient pour une maintenance préventive annuelle. Le rapport d'intervention de début 2021 a été présenté ainsi qu'un rapport pour une intervention curative sur un « problème d'activation du poumon ». Le rapport 2022 n'a pas pu être présenté à l'IIC le jour de l'inspection. En outre, le programme de maintenance préventif n'est pas explicité formellement.
- suivi en exploitation : le service maintenance de STTP Emballage effectue un suivi quotidien de la température de la chambre principale et de la colonne lumineuse d'alarme et un suivi hebdomadaire de l'état des connexions des machines.
- suivi des pannes et anomalies : les pannes sont traitées selon les propos recueillis mais ne font pas l'objet d'une analyse des causes.

#### Distillateurs :

- programme de maintenance : nettoyage hebdomadaire réalisé par STTP ;
- suivi en exploitation : le service maintenance de STTP Emballage effectue un suivi de manomètres et des alarmes ;
- suivi des pannes et anomalies : les pannes sont traitées selon les propos recueillis mais ne font pas l'objet d'une analyse des causes.

**Demande d'action n° 4 (sous 1 mois) : transmettre à l'IIC le rapport de maintenance de l'oxydateur thermique de l'année 2022.**

**Demande d'action n° 5 (sous 3 mois) : compléter la démarche d'inspection, de maintenance et de surveillance des équipements critiques (oxydateur et distillateurs) en veillant notamment à :**

- formaliser et transmettre à l'IIC le programme de maintenance préventive (actions, périodicité, acteurs...) ;
- formaliser et transmettre à l'IIC le programme de suivi en exploitation (actions, périodicité,

critères de conformité...);

- mettre en oeuvre une démarche d'analyse des dysfonctionnements.

L'IIC rappelle que cette démarche est à formaliser en rapport avec l'enjeu et la complexité des actions menées sur les équipements et doit rester opérationnelle.

En outre, l'objectif de la démarche est de maximiser la disponibilité et l'efficacité des systèmes de traitement. Une réflexion peut aussi être menée sur les pièces de rechange jugées critiques pour les équipements et les délais de remise en conformité en cas de panne.

L'IIC rappelle également que les rejets dits "OTNOC" (conditions autres que normales) sont à évaluer dans le cadre des bilans d'émissions annuelles.

#### Observations :

Extrait de l'article 2.9.4 de l'AMPG du 3 février 2022 :

##### *2.9.4. Emissions lors d'OTNOC*

L'exploitant réduit la fréquence des OTNOC et réduit les émissions lors des OTNOC en appliquant les deux techniques énumérées ci-dessous.

Technique		Description
a.	Détermination des équipements critiques	Les équipements critiques pour la protection de l'environnement (« équipements critiques ») sont déterminés sur la base d'une évaluation des risques. En principe, il s'agit de tous les équipements et systèmes qui prennent en charge des COV (par exemple, le système de traitement des effluents gazeux, le système de détection des fuites).
b.	Inspection, maintenance et surveillance	Il s'agit d'un programme structuré visant à maximiser la disponibilité et la performance des équipements critiques, et qui comprend des modes opératoires normalisés, une maintenance préventive et une maintenance régulière et non programmée. Les périodes d'OTNOC, leur durée, leurs causes et, dans la mesure du possible, les émissions générées dans ces circonstances font l'objet d'une surveillance.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale